

De Nyamirambo à la colline des Tutsis, récit d'un génocide

Jean Chatain

L'Humanité, 2 juin 1994, page 13

Dans un quartier de Kigali, les tueurs de la milice sont repoussés par les familles de réfugiés : l'armée intervient avec des blindés. Même chose dans le sud du pays chaque fois que la population hute refuse les ordres de la dictature.

De notre envoyé spécial au Rwanda.

NYAMIRAMBO, un quartier situé non loin du centre-ville de Kigali. Egalement appelé par les habitants de la capitale rwandaise le « quartier musulman ». Commencés par une vague d'assassinats politiques perpétrés par la garde présidentielle, les massacres des familles tutsies s'amplifient à la mi-avril. Les casques bleus présents dans le pays (ils étaient alors 17.000) s'abstiennent de quelque initiative que ce soit, en dehors de l'évacuation des ressortissants européens.

Les milices gouvernementales exterminent de façon systématique, passant d'un pâté de maisons à l'autre. A Nyamirambo, elles se heurtent à la résistance organisée des familles qui s'y sont réfugiées. Au point de contraindre les miliciens à faire marche arrière. Ce sont alors les FAR (Forces armées rwandaises) qui prennent le relais avec des véhicules blindés. La résistance est

brisée par un déluge de feu. Place nette est faite aux tueurs. Ils reviennent alors, armés de grenades et de machettes.

Tous les témoignages que j'ai recueillis auprès de survivants confirment le caractère prémédité des massacres qui ensanglantent le Rwanda depuis le 7 avril. Rappelant que le Front patriotique rwandais (FPR) avait signé un accord le 4 août 1993 avec le pouvoir en place à Kigali, Alexis Kanyarengwe, président du Front patriotique, déclare : « Le groupe de Juvénal Habyarimana n'a jamais permis la mise en application de cet accord. Chaque fois, il trouvait un prétexte pour reporter la mise en place des institutions de la transition. Pendant ce temps-là, il activait la formation de milices en les dotant d'armes venues d'Afrique du Sud, avec l'appui de certaines autorités françaises. »

Une tuerie qui n'a rien d'aveugle

« Le plan était prémédité et préparé depuis longtemps. Il s'agissait de mettre au point une opération d'élimination de toute personne appartenant à l'opposition, puis de provoquer une guerre civile en se servant du prétexte

ethnique. Quant à l'«accident» du président, tout ce que nous savons, c'est qu'il a eu lieu dans la zone contrôlée par sa garde présidentielle, opposée à la réalisation des accords d'Arusha. »

Certains commentateurs français parlent de « massacres interethniques sur fond de guerre civile. » Il y a là un double mensonge par omission. La première partie de la phrase rend responsables des atrocités les deux camps en présence. Or les massacres ont exclusivement visé les adversaires politiques de l'ex-parti unique MRND et son allié CDR, puis la minorité tutsie promue par la dictature au rôle de victime expiatoire. La seconde partie de cette même assertion inverse l'ordre des événements. Ce n'est pas la reprise de la guerre civile qui a provoqué le génocide, ce sont les massacres qui ont précédé et entraîné la reprise des affrontements militaires entre les forces du FPR et celles de la dictature.

Et ce sont ces dernières qui, comme à Nyamirambo, ont organisé une tuerie n'ayant d'aveugle que l'apparence. Pogromes à l'encontre d'enfants, de femmes et d'hommes coupables d'être tutsis ou démocrates hutus. Selon une démarche rappelant celle du nazisme, et que Jean-Pierre Chrétien, spécialiste au CNRS de l'Afrique orientale, résume dans nos colonnes par ce titre historiquement évocateur : « Peste brune en Afrique noire ».

Autre « oublié » de ces mêmes commentateurs : l'opposition politique non armée à la dictature. Quatre partis étaient représentés dans le « gouvernement de transition à base élargie » né des accords d'Arusha. Le Parti social-démocrate (PSD), le Parti démocrate-chrétien (PDC), le Parti libéral (PL), le Mouvement démocratique rwandais (MDR). Leurs dirigeants, principale-

ment des opposants hutus, ont été assassinés à leur domicile dès le 7 avril. Aujourd'hui, les survivants de ces formations accusent. « Les organisations proches de la dictature ont voulu ces massacres », déclare Joseph Nsengimana (PL). « Les massacres en cours avaient été planifiés », insiste Joseph Mdahajo (MDR).

Des survivants ? Impossible

Dans le sud du pays, toujours aux mains des forces gouvernementales, les massacres se poursuivent. Pascal Muryampirwa me parle de la lettre que son frère, l'abbé Modeste, a réussi à lui faire parvenir depuis le Zaïre où il a trouvé refuge après avoir rejoint la Tanzanie. Il lui narre l'assassinat collectif de leur famille et de leurs voisins, tous ceux qui habitaient la « colline des Tutsis », isolée en plein pays hutu. Une horreur à l'état brut, qui, comme dans le « quartier musulman » de Kigali, a été voulue par le pouvoir.

Le préfet de Cyanguu, Emmanuel Bagambiki, fait le tour des villages hutus environnant la « Colline des Tutsis ». Il cherche à recruter des tueurs pour le massacre projeté. Dans cette partie du Rwanda, la dictature n'a pu constituer les groupes de miliciens qui lui ont servi de masse de manoeuvre ailleurs, en particulier dans les régions du nord où elle était beaucoup plus fortement implantée. Les Hutus refusent d'obéir à l'émissaire de la dictature et lui signifient son départ. Le préfet quitte effectivement les lieux pour revenir quelques heures plus tard. Accompagné de quatre camions chargés de militaires en uniforme.

Sur la « Colline des Tutsis », plus de trois cents personnes habitaient et travaillaient. Des paysans. « Le pré-

fet a donné l'ordre d'exterminer tout le monde, me raconte Pascal, la lettre de son frère à la main, mon oncle et ma tante ont été brûlés vifs dans leur maison. Mon frère Antoine et sa famille, tous massacrés. Mes amis d'école... Sur la "Colline des Tutsis", on ne trouvera sans doute plus personne. »

Il est très difficile d'entendre un tel récit sans avoir la réaction maladroite de celui qui cherche à dire que tout espoir n'est peut-être pas perdu. La phrase de Pascal est effroyable car elle révèle la conviction qu'aujourd'hui, au Rwanda, le pire est toujours sûr : « Des survivants ? Mon frère ne pense pas

qu'il puisse y en avoir. Et s'il y en a, ils sont condamnés à mourir. Mon frère a été l'un des derniers à pouvoir franchir la frontière. Après, l'armée gouvernementale a barré la route. Et, au nord, il y a les miliciens battant en retraite. Pris entre les deux, comment échapper ? »

« Je croyais ma famille déjà passée de l'autre côté. Mais, bien sûr, il y avait beaucoup de barrages : Butare, Cyan-gugu, Gisenyi... Alors, ils n'ont pas pu. Et, conclut Pascal, avec un ton monocorde, partout là-bas, alors que nous parlons, les massacres continuent. »